



Communiqué de presse

Mamoudzou, le 6 mai 2024

L'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) de Mayotte publie ce jour sa synthèse annuelle sur la situation économique de Mayotte en 2023.

L'économie de Mayotte en 2023 : Une année de turbulences

La conjoncture économique du territoire en 2023 a été marquée par des chocs multiples, d'origine extérieure comme le renchérissement du coût du crédit du fait d'un resserrement de la politique monétaire, mais Mayotte a également subi plusieurs chocs successifs (opération Wuambushu, crise de l'eau, crise sécuritaire) qui ont dégradé progressivement la confiance des chefs d'entreprises et le moral des ménages.

C'est ainsi que la dynamique qui a caractérisé l'activité économique mahoraise post-Covid s'est peu à peu essouffée et que le climat des affaires, qui a résisté durant le premier semestre, a connu un fléchissement important au second, passant pour la première fois depuis 2020 en dessous de sa moyenne de longue période au quatrième trimestre.

Dans ce contexte et malgré une inflation plus contenue qu'au niveau national en fin d'année, les ménages ont ralenti leur consommation, l'ont davantage orientée vers les produits courants et ont renforcé leur épargne.

Pour autant, le recours au crédit des ménages comme celui au crédit des entreprises a continué de croître.

2024 : une reprise difficile

Si l'exercice 2023 augurait de perspectives favorables, dans la lignée des résultats de 2022, la tendance s'est radicalement inversée au second semestre. À la suite d'une succession de chocs ayant affecté le moral des agents économiques et impacté l'activité, la conjoncture économique s'est sensiblement dégradée.

Le début de l'année 2024 a été marqué par six semaines de blocage ayant paralysé l'économie du département. Les effets de ce nouveau choc viennent entamer davantage la confiance des chefs d'entreprise. Ils fragilisent à nouveau un tissu économique qui reste par ailleurs confronté à un certain nombre de handicaps structurels : difficultés de recrutement, déficit de services aux entreprises, manque d'infrastructures, absence de foncier, etc. Dans ce contexte, l'année 2024 s'annonce difficile. Les trésoreries, déjà mises à mal notamment par des délais de paiement structurellement longs, pourraient être à nouveau impactées. Par ailleurs, l'image du territoire pourrait être encore plus affectée accentuant ainsi les difficultés de recrutement et les départs de personnels qualifiés.

Le défi majeur auquel est confronté le territoire pour 2024 et les années à venir réside dans sa capacité à créer les conditions d'un développement économique durable et soutenable notamment par un accompagnement renforcé des entreprises, l'accélération de la réalisation des projets structurants et le développement de l'attractivité de l'île.